

# 2300 emplois disparaissent

**GEORG FISCHER** • Le groupe industriel schaffhousois va supprimer 16% de ses effectifs, dont un quart en Suisse. Son chiffre d'affaires fond d'un tiers cette année.

**Plombé par la crise**, Georg Fischer restructure massivement pour compresser ses coûts à hauteur de 350 millions de francs. Le groupe industriel, qui a déjà pris ces derniers mois des mesures pour réduire ses dépenses, passe désormais à la vitesse supérieure. Et ce, alors que le premier trimestre 2009 s'est soldé par un chiffre d'affaires en baisse de 38% et une perte opérationnelle de 46 millions.

D'ici à la mi-2010, l'entreprise schaffhousoise aura supprimé 2300 emplois par rapport à la fin 2008. Sur les quatre premiers mois de l'année, 990 emplois ont déjà été biffés. Pour les 1300 emplois encore appelés à disparaître, elle aura recours aux fluctuations naturelles et aux mises à la retraite anticipées. Les désinvestissements prévus permettront aussi d'alléger ses effectifs. Environ 850 personnes seront toutefois licenciées.

«Ces décisions n'ont pas été faciles à prendre, mais elles sont nécessaires», a commenté le directeur général Yves Serra, en conférence téléphonique.

## 92 postes à Schaffhouse

Fait inhabituel, le groupe a dévoilé quelques éléments de ses résultats au premier trimestre pour illustrer le propos. La division GF Automotive, active dans les pièces pour l'industrie automobile et qui génère la moitié du chiffre d'affaires, accuse une chute de 47% de ses ventes, GF AgieCharmilles (machines-outils) de 38% et GF Piping Systems (systèmes de tuyauterie) de 18%.

En Suisse, le groupe va supprimer 92 emplois au total à Schaffhouse. GF AgieCharmilles y ferme son site spécialisé dans le fraisage à très haute vitesse qui emploie 50 personnes, pour ne plus conserver cette technologie qu'à Nidau, près de Biemme. En outre, 42 emplois disparaissent dans les usines schaffhousoises de GF Piping Systems.

Parmi les autres mesures prévues, la division GF Automotive cède la fonderie autrichienne de métal léger



En Suisse, le groupe Georg Fischer va supprimer 92 emplois au total à Schaffhouse, où il a son siège. KEYSTONE

de Gleisdorf (200 employés) à la holding Bavaria Industriekapital pour un prix non dévoilé. Des négociations sont en cours pour le site allemand de Garching.

## Equilibre en 2012

Geste plus symbolique, Georg Fischer taille également dans les salaires de sa direction et de 250 cadres supérieurs. A partir de mai, leur rémunération sera provisoirement amputée d'environ 10%. Yves Serra et les membres du conseil d'administration renoncent quant à eux à 20% de leur salaire fixe.

Cette vaste restructuration devrait lui permettre de retrouver l'équilibre opérationnel dès l'an pro-

chain. Comptant aussi sur la reprise conjoncturelle, il espère dégager, au plus tard en 2012, une marge opérationnelle de 8% (3% en 2008) au même niveau qu'en 2006, et réduire son endettement sous la barre des 400 millions de francs.

Georg Fischer estime que le creux de la vague a été atteint, mais que la reprise ne se fera pas sentir avant 2011. Sur l'exercice en cours, le groupe table sur un chiffre d'affaires en recul d'environ un tiers, contre 4,46 milliards de francs en 2008.

## Investir pour l'avenir

La restructuration, qui sera très largement terminée d'ici à la fin de l'année, entraînera des charges ex-

ceptionnelles de 100 millions de francs dans les comptes 2009, a-t-il précisé.

«Nous n'avons pas perdu de parts de marché, la crise touche autant nos concurrents», a par ailleurs relevé Yves Serra. Du reste, le groupe entend poursuivre ses investissements en vue de la reprise. En particulier, GF Piping Systems continue son développement sur le marché chinois.

De plus, le groupe est encore bien capitalisé. A la fin 2008, la part des fonds propres s'élevait à 43%. Si Georg Fischer réfléchit à plusieurs pistes pour se financer, «une augmentation de capital n'est pas prioritaire», a relevé le directeur financier Roland Abt. ATS

## SECRET BANCAIRE

# Un indicateur de l'argent étranger placé en Suisse

**Les retenues d'impôt à la source** perçues en Suisse dans le cadre de l'accord sur la fiscalité de l'épargne avec l'Union européenne (UE) ont atteint près de 740 millions de francs l'an dernier. La Confédération en conservera un quart, le restant étant rétrocédé aux pays concernés. Les plus grosses sommes proviennent d'avoirs italiens et allemands.

Le produit brut de la retenue d'impôt prélevée par l'Administration fédérale des contributions (AFC) sur les revenus de l'épargne versés en Suisse à des contribuables européens s'est monté à 738,4 millions de francs pour l'année fiscale 2008, contre 653 millions en 2007, a annoncé hier le Département fédéral des finances (DFF). Cela représente une hausse de 13%. Il faut toutefois tenir compte du fait que le taux de retenue a été relevé de 15% à 20% au 1<sup>er</sup> juillet dernier. Il passera à 35% dès 2011.

Conformément à l'accord, les trois quarts des retenues prélevées sont reversés aux Etats de l'UE concernés, soit 553,9 millions de francs pour l'année fiscale 2008. La Confédération garde pour elle une commission d'encaissement de 25%, ce qui représentait 184,6 millions de francs l'an dernier. Elle va rétrocéder 10% de cette somme, soit 18,4 millions de francs, aux cantons.

La retenue la plus importante pour 2008 provient d'Italie: la Péninsule touche de la Suisse 142,7 millions de francs. Viennent ensuite l'Allemagne, avec 136,7 millions, puis la France, avec 72,3 millions. Le Royaume-Uni reçoit 43,6 millions, l'Espagne 42,9 millions, la Belgique 25,3 millions, les Pays-Bas 19,9 millions, la Grèce 15 millions et l'Autriche 13,4 millions, notamment.

**Les clients de banques suisses** résidant dans l'UE peuvent échapper à la retenue en procédant à une déclaration volontaire des intérêts aux autorités fiscales de leur pays. L'an dernier, 43 000 contribuables ont choisi cette solution, contre 63 000 en 2007, selon le DFF.

Entré en vigueur en 2005, l'accord vise à éviter que les règles de la directive européenne sur la fiscalité de l'épargne ne soient contournées par le biais de la Suisse. L'impôt à la source est considéré comme une mesure équivalente à l'échange automatique d'informations prévu dans l'UE. Il permet en outre de préserver le secret bancaire. AP

## EN BREF

### SAUVETAGE D'OPEL

## Berlin fâché contre les USA

Les discussions sur la survie du constructeur automobile allemand Opel et ses 25 000 emplois étaient dans l'impasse hier matin, Berlin rejetant la faute sur la maison mère General Motors et contre Washington après un sommet marathon. «Déçu» par l'attitude des autorités américaines, le ministre des Finances Peer Steinbrück a expliqué au petit matin, les traits tirés et visiblement contrarié, que GM avait demandé à la dernière minute 300 millions d'euros supplémentaires d'aides à l'Allemagne. ATS/AFP

### MONDE

## 239 millions de chômeurs

Le Bureau international du travail (BIT) prévoit une détérioration supplémentaire du marché du travail en 2009. Le monde pourrait compter jusqu'à 239 millions de chômeurs cette année, soit un taux de chômage de 7,4%. ATS

### HEWLETT-PACKARD

## Suppression de 5700 emplois

Hewlett-Packard a annoncé hier son intention de supprimer 5700 emplois en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique au cours des deux prochaines années. ATS

### HORLOGERIE

## Chute des exportations

Les exportations de l'industrie horlogère suisse ont confirmé en avril leur rythme de contraction. Elles ont chuté de 26,3%, soit autant que lors du mois précédent. ATS

## PME ET INNOVATION

# «Platinn», nouvelle arme contre la crise

### GÉRARD TINGUELY

La crise rendrait-elle les gens moins susceptibles et davantage ouverts à la coopération? «Platinn», pour plateforme d'innovation, pourrait en être une preuve. Créée début mars et présentée hier à Fribourg, la nouvelle structure des cantons romands de soutien aux start-up et PME n'a pas seulement abandonné son ancien nom (CCSO, Centre CIM de Suisse occidentale) mais aussi changé son orientation. Il ne s'agit plus d'implanter des systèmes informatiques dans la production. La volonté désormais clairement affichée de renforcer les prestations aux PME innovantes passe désormais par un fonctionnement en réseau et l'engagement d'un pool élargi de coaches et experts répartis entre quatre services.

**Ceux-ci n'ont rien** de théoriques puisqu'«ils marchent déjà», assure Albert Nobs (Cremo SA), président du conseil d'administration de «Platinn». Depuis le début 2009, plus de huitante nouveaux coachings ont été lancés dans le monde industriel.

Le premier service (Stratégie) est censé stimuler la capacité d'innovation. «Il faut identifier là où ça coince», dit Christoph Meier, directeur de «Platinn». Les idées ne manquent pas – les 95% viennent du marché et des entreprises, les 5% seulement des écoles – mais c'est la capacité de les réaliser qui fait défaut. Près de la moitié des projets d'innovation d'affaires jugés importants



Christoph Meier est le directeur de «Platinn», pour plateforme d'innovation. V. MURITH

risquent d'être freinés voire abandonnés à cause d'une préparation insuffisante».

**Les trois autres services** (Organisation, Affaires, Coopération) visent aussi à apporter le soutien nécessaire là où il est requis. Il peut s'agir d'améliorer les processus de fabrication ou l'organisation humaine de la PME, de se lancer sur de nouveaux marchés, ou d'établir un parte-

nariat avec une PME du même secteur dans un canton voisin.

Bien sûr, ces quatre services peuvent être sollicités directement, soit plusieurs en même temps, soit l'un après l'autre. Mais les antennes cantonales de l'ex-CCSO, qui portent aujourd'hui d'autres noms (Vd: AIT; Vs: CimArk; Ju: Creapole; Fr: Fri UP; Ne: Ginnov; Ge: OPI), restent les portes d'accès usuelles aux services de «Platinn».

Grâce aux synergies établies avec «Alliance», organisme attitré pour le transfert technologique, entrepreneurs et créateurs peuvent donc profiter d'un «paquet» de prestations plus large et financièrement supportables pour eux. Ceci grâce aux 2,3 millions de francs annuels apportés par la Confédération et les six cantons. Le dernier tiers du budget de «Platinn» est alimenté par la rétribution de ses prestations. Le réseau recense à ce jour 1200 clients.

**L'ex-CCSO rebaptisé**, dont la direction est assurée par le canton de Fribourg, avait essuyé il y a deux ans de vives critiques de la part de Vaud et Neuchâtel (manque de transparence dans l'attribution des fonds, doublons, voire favoritisme). Les responsables et le conseiller d'Etat fribourgeois Beat Vonlanthen garantissent que les tensions sont aplanies et que les problèmes de gouvernance du réseau sont aujourd'hui résolus. C'est maintenant aux cantons d'en faire le meilleur usage possible, dans l'intérêt de leurs PME. I